

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^{ème} INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1^{er}) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. 516 de Presse, d'Édition et de Librairie, 60320 Paris

Après 13 jours de lutte, les directions refusant d'élargir la grève, les postiers reprennent le travail

A BERLIN

Vers une nouvelle SAINTE-ALLIANCE?

A Berlin, les quatre ministres des affaires étrangères des USA, d'URSS, d'Angleterre et de France vont donc se rencontrer le 25 janvier ou un peu plus tard. Quels besoins les réunissent maintenant et que cherchent-ils à tirer de cette rencontre ? Les événements qui les amènent au rendez-vous ont assez mûri pour qu'on en puisse tirer un bilan que la nouvelle année rend traditionnellement.

POURQUOI VONT-ILS A BERLIN ?

Pour les Américains dont la puissance rendait l'acceptation décisive c'est l'impossibilité de leur stratégie qui les oblige au voyage. Ni leurs dollars, ni leur politique d'intimidation, n'ont pu surmonter les contradictions d'intérêts des impérialistes européens, ni permis à plus forte raison la constitution de la Communauté d'Aggrégation Européenne. De plus, obsédés par la perte du monopole atomique, ils ne répugneraient pas à un répit, obtenu à des conditions avantageuses, et qui leur permettrait de reajuster leur tir. Il n'est pas sûr que la bourgeoisie française soit capable de se donner le gouvernement du monde mal lors de la prochaine investiture. Les fanto-



qu'aux Bermudes, incapable d'exprimer en clair les velléités de ces capitalistes qui se lassent de la tutelle de Wall Street, parce qu'ils ne veulent pas donner à leurs concurrents allemands les moyens de les mettre en faillite. Timide, Bidault rendra les menus services que lui demandera M. Dulles, tout en attendant dans le secret de son cœur que les Russes lui fournissent un armistice avantageux en Indochine et la paix sociale en France. Chacun saura d'ailleurs que le ministre français est provisoire et ne représente pas grand chose. Mais notre diplomate est un appoint dans la partie carrée. Et si c'est M. Dulles qui va à Berlin France-en-poche, Malenkov ne résulte rien pour se faire valoir auprès du gouvernement Laniel, depuis l'interdiction de le renverser faite à la classe ouvrière en août par le PCF et le sabotage du mouvement des postiers, jusqu'aux coquetteries consistant à demander le retard de la conférence de Berlin pour permettre à la France d'y avoir un minimum de poids — ce dont n'avaient cure ni Churchill, ni Eisenhower.

La politique de Churchill inspirée de craintes économiques similaires à celles des bourgeois français hostiles à la OED, longtemps battue en brèche par une aile ultra du parti conservateur, tempore, un succès mitigé et tardif, par la tenue de la conférence de Berlin. La montée du prolétariat.

M. DELOBEL. (Suite page 3)



ches tristes Laniel et Bidault peuvent être maintenus en place et le dernier se retrouver à Berlin sur le strapontin du quatrième côté de la table de conférence. Il serait alors aussi falot

NON, M. BIDAULT !

EVACUEZ L'INDOCHINE

VENANT après plusieurs déclarations du gouvernement Laniel en faveur de la négociation, la proposition de règlement pacifique du conflit contenue dans l'interview d'Ho Chi Minh avait suscité dans l'opinion française l'espoir d'une paix prochaine.

Pourtant — et bien que ce soit là, pour notre gouvernement réactionnaire un bon moyen de remédier à « la situation difficile en Indochine des exportateurs français » sur laquelle M. Durand-Réville, sénateur R.G.R., se lamentait en novembre — les hommes qui dirigent la politique française semblent s'être ingéniés à recouvrir l'offre d'Ho Chi Minh du voile de l'oubli.

Tournant allègrement le dos à toute logique, Laniel laisse la France s'enliser un peu plus chaque jour dans une guerre ruineuse et sans espoir, tandis que l'état-major du général Navarre se couvre de ridicule en faisant évacuer comme « indéfendable et dépourvus de toute valeur militaires ou politiques » telle l'île de L'Atou qui dont il assurait trois jours auparavant qu'elle serait défendue...

Personne n'ignore plus, non seulement qu'une issue militaire victorieuse est impossible pour le corps expéditionnaire, mais même que les « opérations » : Brochet, Drôme, ou autres, autour desquelles on fait toujours — au début — beaucoup de bruit, sont sans intérêt réel, comme moyens d'occuper une position avantageuse dans le cadre d'une éventuelle négociation.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de l'état-major français à

la date du 28 décembre 1953 reproduite par l'Express du 2 janvier 1954 pour se convaincre des piètres résultats d'une campagne de reconquête qui dure depuis 7 ans : à part une bande assez large en Cochinchine, un étroit triangle autour de Hanoi, trois petits îlots de terrain dont deux en bordure du Siam et l'autre englobant Hué et quelques postes isolés tenus par le corps expéditionnaire, l'armée populaire de libération possède une totale liberté de mouvement dans la péninsule.

Pourquoi alors le gouvernement reste-t-il sourd aux appels en faveur de la négociation venus non seulement des communistes ou des socialistes mais même de radicaux, dont Herriot, d'U.D.S.R. comme Mitterand et de bien d'autres aussi peu suspects de « progressisme » ?

La clef de l'attitude des milieux dirigeants français est donnée par la conférence de presse de Dulles du 15 décembre, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat américain parle des « raisons... de nature militaire... de penser que la guerre d'Indochine pourrait prendre fin l'an prochain » (c'est-à-dire en 1954).

La position de la bourgeoisie américaine est nette. — Elle tient à la fois à maintenir le plus loin possible son hégémonie économique et ses bases militaires. — Elle ne croit certes pas à la victoire militaire, mais il lui suffit de maintenir une plaie purulente au flanc de la révolution asiatique aujourd'hui par la guerre, demain par un compromis.

Pas question par conséquent de E. HERMOND.

(Suite page 2.)

P. C. I.

COMITE CENTRAL

Le Comité Central du PCI se réunira les 23 et 24 janvier 1954. A l'ordre du jour figurent notamment les points suivants : Convocation du IX^e congrès du parti ; discussion du projet de rapport politique pour le IX^e congrès présenté par le Bureau politique ; le développement de la lutte contre le révisionnisme publié dans la IV^e Internationale.

UN ARTICLE DE L'HEBDOMADAIRE TROTSKISTE DE CEYLAN

LES lecteurs de La Vérité savent que, dans la lutte engagée au sein de la 4^e Internationale entre les Trotskistes authentiques et la tendance pro-stalinienne de M. Pablo, un des faits qui ont le plus contribué à ouvrir les yeux des militants trotskistes du monde entier sur la véritable nature du palibisme, c'est la caution donnée par les Partisans de Pablo à la politique de trahison de la direction du Parti communiste français et de la C.G.T. dans la grève d'août 1953.

Peu avant la scission qu'ils organisèrent et dans laquelle ils n'entra-

cables que posent la décadence de l'impérialisme français. Les problèmes impossibles à résoudre en termes bourgeois se posent avec une extrême simplicité. L'impérialisme mondial sous la direction de Washington exige que l'impérialisme français accepte « à froid » l'abandon de sa zone d'exploitation, l'abandon du secteur du marché impérial contrôlé par le capital financier français.

Sur la base d'un rapport de forces interimpérialistes entièrement en défaveur de l'impérialisme français, dans une situation internationale dominée par l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. avec comme toile de fond la montée révolutionnaire mondiale, la classe dominante de ce pays tente désespérément de s'échapper des mailles d'un filet qui se resserre inexorablement. Pris au piège d'une position « mondiale » héritée d'un passé irrémédiablement révolu, d'un présent impuissant à assurer cette position, d'un avenir catastrophique, la bourgeoisie française dans son ensemble, chacun de ses hommes politiques isolément se débattent, combattent, se neutralisent. De l'envoûtement inextricable des contradictions sur les tous ses plans : financier, économique, politique, social, colonial, etc... n'émerge qu'une donnée permanente : l'immobilité qui se résume par le désir impuissant à conserver la situation existante.

Le conservatisme est maintenant le trait dominant de la politique officielle française. Conserver le domaine d'exploitation à l'intérieur et à l'extérieur avec comme conséquence l'irrésistible courant qui entraîne la bourgeoisie vers le « neutralisme » et le « maintien du statu quo », son corollaire. Cependant que dans la si-

nèrent que 20 0/0 des militants du parti trotskiste, les partisans américains de Pablo allaient jusqu'à comparer la politique du Parti communiste français en août 1953 avec la politique du parti trotskiste de Ceylan, le L.S.S.P., dans le « haral » (grève générale et cessation de toute activité économique) qui eut lieu dans ce pays à la même époque.

Or le Samasamajist, hebdomadaire du L.S.S.P., caractérisa la politique stalinienne en France exactement comme le fait La Vérité. Après avoir rappelé la déclaration de Maurice Thorez : « Nous sommes prêts à nous

tuation mondiale, le caractère utopique du neutralisme accentue le désarroi, la panique, la dégradation continue du système dans son ensemble. La conséquence directe en est que toutes les formations politiques se désagrègent en groupes sous-groupes, tendances, fractions et sous-fractions.

Aussi aucun des problèmes majeurs ne peut-il trouver une solution, ni

Pierre LAMBERT. (Suite page 2.)

L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Si douze tours de scrutin n'ont pas suffi à désigner un président de la République, ils ont, par contre, mis en évidence les divergences qui écartèlent la bourgeoisie française.

Le vote des parlementaires communistes pour la candidature du socialiste Naegelen est un autre des aspects significatifs de cette élection.

Certes, les stalinistes ont donné à leur attitude le sous d'une manifestation qui s'inscrit dans leur politique de collaboration avec les bourgeois anti-européens. Mais la référence qu'ils ont dû faire à cette occasion au Front Unique des organisations ouvrières traduit le désir des travailleurs communistes.

Ceux-ci expriment ouvertement leur volonté dans leur organisation et la récente épuraton de la direction de la Fédération du Nord du PCF en est une nouvelle preuve.

associer avec tous les Français, quels qu'ils soient, qui sont opposés aux accords de Bonn et de Paris », le Samasamajist du 3 décembre écrit : « Déjà, M. Daladier a accepté l'offre de collaboration de classe des Staliniens. A cette alliance avec le réactionnaire Daladier ne manque plus que la collaboration du général de Gaulle pour que soit complet le sordide tableau de la trahison stalinienne en France... »

Mais « Jamais les réactionnaires du stalinisme ne fut plus apparent que dans la grève générale (Suite à la page 3)

Deux semaines de peur pour le gouvernement

POUR UNE VICTOIRE PROCHAINE

imposer l'unité d'action de toutes les centrales syndicales

LE nouveau combat de treize jours que viennent de livrer les postiers parisiens des bureaux-gares et ambulants, appuyés par leurs camarades des bureaux mixtes et de la province, montre toute la puissance de la lame de fond qui anime depuis plus d'un an le prolétariat de notre corporation, toujours plus brimé, toujours plus pressuré.

Le parviir bourgeois a pu encore se moquer. Nos revendications demeurent insatisfaites. Mais quelque chose change : le rapport de forces entre les masses paupérisées des PTT et les bureaucraties syndicales qui tentent de les freiner.

CONDITIONS DEFAVORABLES

Trois mois de sectarisme et de confusion de la part des deux plus importantes fédérations syndicales — FO et CGT — semblaient vouer la corporation postale à une apathie que risquait d'augmenter la perte sèche de trois semaines de salaire lors de la grève d'août 53.

En fin novembre, le Comité National de la Fédération, Syndicaliste FO se tient sous le signe d'une hostilité hystérique à l'égard de la CGT et des Autonomes (FNSA). Le même jour le Conseil National de la Fédération Postale CGT dresse un programme revendicatif à partir duquel elle n'entend faire aucune concession relative à d'éventuels contacts de semet et précise son point de vue sur l'organisation de l'« unité ». Il faudra revenir

sur la question des comités de base élus. Disons simplement aujourd'hui qu'à ce sujet la polémique est maintenant dépassé par l'expérience. L'obstination à construire quelques rares « comités élus » auxquels ne peuvent participer que comme otages les sections locales des fédérations moins puissantes que la CGT, montre la volonté de la direction cégétiste d'élargir par-ci par-là sa portée à la base pour des actions de base, partielles, sporadiques, non-coordonnées, aussi épuisantes qu'inefficaces.

Néanmoins la CFCT, sous la pression de son Congrès de Lyon, se montre perméable à des discussions. La FNSA et la FP-CGT y répondent. Simultanément, les trois sections syndicales FO, CGT, FNSA, des Postiers du P.M.L. réunies le 9 décembre demandent aux quatre fédérations d'entrer en contact pour mener en commun une délégation au ministère et convoquer ensemble un meeting des postiers parisiens.

C'est le début d'une agitation revendicative, principalement axée sur la prime de fin d'année de 20.000 fr. pour tous. C'est le prélude au coude-à-coude dans les bureaux et services.

Mais il manque l'organisation d'une campagne comme en décembre 1952 pour créer les plus larges conditions de victoire sur le plan de l'unité comme sur le plan de l'action.

(Suite page 4.)

Georges MOUGARD.

Pas de solutions "bourgeoises" à l'impasse de la politique française

A LORS que les perspectives les plus sombres régiment dans la classe dominante de ce pays, le prolétariat français a pu rassembler dans sa masse toutes les possibilités révolutionnaires ouvertes par la situation sans issue de la France capitaliste.

L'image du Parlement combinant l'hystérie à l'impuissance résume en ne peut mieux l'impossibilité pour les cercles dirigeants du grand capital de sortir des contradictions inextri-

cables que posent la décadence de l'impérialisme français.

Les problèmes impossibles à résoudre en termes bourgeois se posent avec une extrême simplicité. L'impérialisme mondial sous la direction de Washington exige que l'impérialisme français accepte « à froid » l'abandon de sa zone d'exploitation, l'abandon du secteur du marché impérial contrôlé par le capital financier français.

Sur la base d'un rapport de forces interimpérialistes entièrement en défaveur de l'impérialisme français, dans une situation internationale dominée par l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. avec comme toile de fond la montée révolutionnaire mondiale, la classe dominante de ce pays tente désespérément de s'échapper des mailles d'un filet qui se resserre inexorablement. Pris au piège d'une position « mondiale » héritée d'un passé irrémédiablement révolu, d'un présent impuissant à assurer cette position, d'un avenir catastrophique, la bourgeoisie française dans son ensemble, chacun de ses hommes politiques isolément se débattent, combattent, se neutralisent. De l'envoûtement inextricable des contradictions sur les tous ses plans : financier, économique, politique, social, colonial, etc... n'émerge qu'une donnée permanente : l'immobilité qui se résume par le désir impuissant à conserver la situation existante.

Le conservatisme est maintenant le trait dominant de la politique officielle française. Conserver le domaine d'exploitation à l'intérieur et à l'extérieur avec comme conséquence l'irrésistible courant qui entraîne la bourgeoisie vers le « neutralisme » et le « maintien du statu quo », son corollaire. Cependant que dans la si-

PAS DE SOLUTIONS "BOURGEOISES"

(Suite de la première page.)

même une esquisse de solution, que ce soit la C.E.D. ou la guerre d'Indochine. Chaque homme politique comprend que la solution sur le plan bourgeois est ailleurs. Elle est à Washington. Et pourtant, rares, extrêmement rares sont ceux qui acceptent de goûter de ce qui se passe...

ment. Ainsi les postiers ont démontré qu'ils pouvaient contraindre des Fédérations au Front unique. Ils ont fait plus. Dans leurs Assemblées générales, ils ont présenté des éléments de la démocratie ouvrière se manifestant, les postiers en grève se sont dressés face à leur direction syndicale en leur déclarant en substance le 22 décembre :

" C'est nous qui payons les timbres et les cartes qui permettent à vos bureaux d'appareils de fonctionner. Aujourd'hui, nous sommes en grève, nous avons besoin de toi, Frischmann, donne l'ordre de grève car avec l'appareil de la C.G.T. tu couvres tous les services que nous ne pouvons nous-mêmes toucher. Veux-tu, oui ou non, donner l'ordre de grève ? " Voilà ce que les postiers qui ont envahi le bureau à la Bourse du Travail ont imposé à un Frischmann.

C'est une leçon d'une importance exceptionnelle.

Dans l'exercice de la démocratie ouvrière, avec leurs comités de grève démocratiques et leurs comités paritaires d'unité d'action, dans des As-

semblées générales, les postiers en grève ont secondé l'appareil de la centrale C.G.T. pour lui imposer au sommet un ordre correspondant aux besoins de leur action.

Mais ce que les postiers en grève n'ont pu attendre, parce qu'ils étaient seulement deux mille, à savoir : que le Front unique des organisations enveloppe toute la corporation dans la lutte, les millions de grévistes d'août sauront en dépasser l'enseignement dans l'étude de la grève des bureaux-gares.

Nous pouvons imposer partout le Front unique au sommet. Les dirigeants du P.C.F., comme ceux du P.S., ceux de la C.G.T., comme ceux de F.O. résistent à cette pression car ils savent que ce Front unique brisera les cadres de leur politique de collaboration de classe.

L'extraordinaire combativité que révèle à nouveau la grève des postiers liquidera les résistances, les réticences.

Le Front unique ouvrier sera forgé.

Pierre LAMBERT

CERCLE LENINE

Nos lecteurs, et tout particulièrement nos lecteurs parisiens, connaissent le Cercle Lénine, qui depuis plusieurs années est le libre tribunal où notre Parti confronte ses vues et celles de ses sympathisants, voire de ses adversaires. Cette année le Cercle Lénine change de direction sans changer d'objectifs : le libre examen de l'actualité de notre temps et la critique révolutionnaire préparant l'action.

Trant les leçons des combats ouvriers commencés avec Août 53, des intellectuels révolutionnaires se sont groupés étant décidés de faire du Cercle Lénine, un moyen d'intervention dans la lutte sociale. Nous publions ci-dessous le manifeste qu'ils lancent à cette occasion et invitons nos amis à développer leurs efforts pour le rayonnement du Cercle Lénine dont l'élargissement de la formule marque un nouvel essor de la pensée révolutionnaire dans notre pays.

Depuis 1945, le cercle LENINE a exprimé publiquement sur différents problèmes d'actualité (politiques, sociaux, intellectuels) l'opinion d'un groupe de militants qui se rattachent tous, directement ou non, à ce qu'il est coutume d'appeler le " trotskysme ".

Cette année, le cercle LENINE se présente sur une base élargie ; elle lui permettra de se hausser au niveau des circonstances exceptionnelles où nous vivons. Si nous « sommes en 1789 », il convient de tirer de cette situation toutes les conséquences qu'elle impose.

Le présent appel est présenté et soutenu par un certain nombre d'hommes qui n'appartiennent pas au courant « trotskyste » : ils entendent s'associer aujourd'hui aux fondateurs du cercle pour mener en commun une œuvre nécessaire dans l'esprit et les conditions définies ici :

Ils estiment, en premier lieu, qu'il est particulièrement justifié de placer sous le patronage de Lénine un cercle de confrontation et de discussion.

Lénine symbolise en effet l'effort opiniâtre et intrépidement des hommes pour l'avènement d'une société nouvelle dont l'oppression de classe et l'oppression coloniale soit bannie. Il représente aussi le combat pour la vérité opposé aux mystifications, aux préjugés de classe et au mensonge sous toutes ses formes. De même que son nom incarne l'image de la liberté authentique, il signifie aussi la véritable démocratie éloignée du formalisme vide et de la bureaucratie étouffante.

Ils savent aussi que l'homme ne pourra effectuer sa révolution véritable que par l'action révolutionnaire du prolétariat. Privé du pouvoir politique, classe opprimée, le prolétariat se trouve en ce moment placé dans les conditions qui lui permettraient d'aller au bout de la Révolution sociale et de faire triompher la démocratie sociale. Les signataires de cet appel entendent affirmer la nécessité de les lier entre la révolution et le prolétariat en s'associant librement à l'authenticité courante de la classe ouvrière française et internationale.

Ainsi élargi, le cercle LENINE pourrait offrir une libre tribune de confrontation. L'ampleur des problèmes qui se posent à la lucidité de

l'homme conscient, l'extrême complexité des sujets qu'une mystification intéressée obscurcit souvent, exigent un patient effort pour rechercher la vérité. Cela n'est possible que dans une franche discussion.

L'admirable sursaut de la classe ouvrière en août 1953 ouvre une période nouvelle dans l'histoire de ce pays ; pour faire écho aux peuples écrasés par l'oppression impérialiste qui, de Pékin à Tunis, commencent à rejeter leur servitude, quelques semaines après les ouvriers de Berlin, la classe ouvrière française affirme sa décision de prendre elle-même son destin entre ses mains.

Il est apparu clairement que les rapports entre les intellectuels et la classe ouvrière ont été profondément changés depuis quelques années ; jusque-là les intellectuels venaient à la classe ouvrière soit pour lui parler et l'éduquer en la dominant, soit en se frappant la poitrine pour le supplier de leur donner des ordres. Cette humilité ou cette vanité ne semblent plus de mise ; il est devenu très évident que l'égalité la plus franche règne aujourd'hui entre les intellectuels et la classe ouvrière malgré les mystifications dont sont responsables des intérêts financiers ou une bureaucratie privée de contact avec la vie. Une semblable égalité permet une mise au point qui délivre les uns et les autres des mythes dont ils souffrent.

Les signataires de cet appel veulent apporter une simple contribution à ce renouveau. Le cercle LENINE ouvrira des débats introduits sur des problèmes politiques, sociaux, intellectuels et artistiques avec le souci de trouver pour chaque sujet la clarté suffisante pour aider et soutenir l'action.

Ils appellent tous ceux qui ont le souci de participer à côté des travailleurs aux importants changements qui se préparent. A participer activement à leurs réunions publiques mensuelles, à les soutenir pour faire du cercle LENINE le centre d'attraction vers où convergent les efforts de ceux qui entendent aider le renouveau révolutionnaire de ce pays.

Jean CASSOU - Robert CHERAMY - Jacques DANOS - Yves DE-CHEZELLES - Jean DUVIGNAUD - Océlie MOLINIER - Daniel GUERIN - Laurent SCHWARTZ - Pierre GERAUME.

EVACUEZ L'INDOCHINE

(Suite de la première page.)

laisser les troupes de l'allié français abandonner l'Indochine pour l'Instant.

La position de notre bourgeoisie est loin d'être aussi claire. Tous voudraient en finir avec ce cauchemar, mais tantalis que certains, par crainte des réactions américaines, en cas de paix « séparée », cèdent aux chantages de Washington, la majorité, plus soucieuse de ne pas laisser s'affirmer en Europe la suprématie militaire et économique allemande recherchent maintenant un moyen « honorable » de se tirer du guêpier.

En dépit de la recrudescence des opérations militaires il semble que l'affaire indochinoise soit entrée dans une période d'attente, probablement assez courte, pendant laquelle chacun des protagonistes observe ses alliés et ses adversaires afin de n'abandonner son jeu qu'à bon escient. L'occasion au gouvernement de Bao Dai, homme de Bao Dai, et non pas du gouvernement français comme l'était Van Tam, est un échec politique pour la France complétant l'œuvre du Congrès de Saïgon. Dans sa débâcle, la bourgeoisie française ne conserve même pas la fidélité de

sans illusions sur les ressources françaises cherchent une solution directe avec les U.S.A. et le compromis qui sera recherché à Berlin, tendra de la part de Dulles à faire deux Indochine, comme il y a deux Corée, celle du Sud étant celle de Bao Dai — Syngman Rhee viet-namien — et la France quittant le pays, place sous protectorat américain.

Inconnus, pour les uns et les autres réside dans l'attitude de l'U.R.S.S. au cours de la conférence des Quatre. La République démocratique du Viet-Nam acceptera-t-elle de servir de monnaie d'échange aux dirigeants russes pour l'obtention de l'enterrément de la C.E.D. ? Telle est en définitive la question. Mais les travailleurs français n'ont rien à gagner à attendre passivement les événements. Ayant le même ennemi que les travailleurs vietnamiens : le capitalisme franco-américain, ils ont naturellement intérêt à accueillir la bourgeoisie française, à dire non à Dulles et à négocier avec Ho Chi Minh, comme le souhaite la majorité de la nation. Les militants communistes et socialistes admettraient difficilement que leurs dirigeants ne s'unissent pas dans une lutte rapide et énergique pour imposer la fin de

DES SOLUTIONS OUVRIERES PAR LE FRONT UNIQUE

L'impuissance et le désarroi qui règnent dans la classe dominante, dans tous ses partis, marquent également la politique des grandes organisations ouvrières, dans la mesure où leur politique est basée sur le plan même du maintien du système capitaliste.

Le Front démocratique et social de Guy Mollet s'adresse aux partis de la bourgeoisie, non moins ouvertement que le Front national uni de Duclos-Thorez. Les partenaires éventuels de Guy Mollet sur la C.E.D. sont en désaccord avec le Parti socialiste sur la guerre d'Indochine (Bidault par exemple est bien pour la C.E.D. comme Guy Mollet, mais se refuse énergiquement à traiter avec Ho-Chi-Minh).

De même, les partenaires éventuels de Duclos-Thorez contre le C.E.D. sont le Front unique, le plan Navarre en Indochine. De Gaulle en particulier. Ainsi, se plaçant sur terrain de solutions bourgeoises, les programmes du Front démocratique et du Front national uni ne visent pas à briser le cadre du système capitaliste, sont conçus au-dessus du seuil de l'impuissance de la classe dominante. La réalité du programme du Front démocratique et social, c'est la militarisation de l'Europe sous le contrôle des tracts. La réalité du programme du Front national uni est donnée par Daladier-Herriot à qui il s'adresse : répression en Afrique du Nord, bas salaires, refus d'accepter les revendications ouvrières.

En août 1953, 4 millions de travailleurs en grève, en décembre 1953, les postiers grévistes des bureaux-gares ont dressé l'exigence d'une politique qui romprait avec le système capitaliste.

Les travailleurs ne se sont pas simplement contentés d'exiger, ils ont montré qu'ils pouvaient imposer aux directions ouvrières leur propre politique de classe.

Les grévistes des bureaux-gares ont imposé à la Fédération postale C.G.T. l'ordre de grève qu'elle ne voulait pas donner. Ils ont refusé de rentrer le samedi 2 janvier malgré que Frischmann, membre du C.C. du P.C.F. et secrétaire de la F.P.C.G.T., voulait la reprise immédiate. Ils ont continué deux jours la grève parce qu'ils n'avaient pas reçu la garantie de la levée des sanctions. Les grévistes des bureaux-gares ont imposé à la Fédération syndicaliste F.O. le soutien de leur grève pendant quatre jours malgré que les dirigeants F.O. condamnaient le mouve-

A la poubelle La nouvelle critique

Puisque la « Nouvelle Critique » revivait du stalinisme virulent, atteint sa cinquième année, il est juste de dire un mot d'un gros travail mené dans ses colonnes en une pleine année, par le petit antisémite Pierre Hervé, et intitulé « Le trotsky à Tito » ou « De quel côté est cette étude » est un chef-d'œuvre. Jugez : ce réquisitoire complet et exhaustif contre le trotskisme parvient à ne donner d'un quelconque écrit trotskiste que deux lignes de citations, encore sont-elles noyées dans un commentaire grossier en contradiction avec le contexte supprimé, pour ne pas parler du fait qu'elles sont indirectes et sans références. Cela pourrait inciter les trotskistes, à la vanité : ainsi ce qu'ils écrivent est si facile, si irréprochable, qu'un carlin de leur camp entravé à canonnier par profession ne trouve rien dans leurs écrits qu'il puisse valablement retourner contre eux. Gardons-nous de la présomption : plus probablement la congrégation de l'Indez n'aura pas donné à son jeune commis l'imprudente autorisation de lire nos textes. Sa méthode ne l'expose qu'à des grossières et du genre « les trotskistes prétendent que la politique de l'Union soviétique est une politique impérialiste ». Mais c'est sans grande nouveauté puisque les lecteurs d'Hervé ne nous ont jamais lu non plus.

Ce qui incite à plus de perplexité sur l'activité cérébrale des intellectuels à qui la drogue se destine c'est une argumentation de ce genre « l'union intégrale de la critique du trotskisme dans la deuxième révolution chinoise. « En Chine, les éléments trotskistes combattaient la politique de Mao Tse Tung. Utilisant une phraseologie « révolutionnaire », ils s'élevaient contre tout compromis avec le Kuomintang. Ils ont, ils servaient les desseins de l'impérialisme japonais. C'est tout ! Vérifiez si vous en doutez ! Un vrai morose d'anthologie et quelle belle défense de l'alliance Staline-Tchoung Kai Chek. Une fois de plus, nous constatons, celle-ci : les trotskistes ont pour but de faire pénétrer le nationalisme dans le mouvement ouvrier révolutionnaire sous le couvert de

formules ultra-gauches d'apparence marxiste. Recommandons donc la « Nouvelle Critique » aux amateurs d'humour noir qui ne savent pas déjà combien le trotskisme prend de formes, de Blum à Tito en passant par le P.O.U.M d'Espagne et n'importe qui. Mais tout de même, faut-il que la crise qui travaille le P.C.F. soit violente et grande la panique devant le programme révolutionnaire pour que des étres relativement sains d'esprit se livrent à de pareilles occupations. P. GERAUME.

Prochains débats sur L'ART REVOLUTIONNAIRE sous la présidence de JEAN CASSOU Vendredi 15 janvier à 20 heures 30 SALLE M DU PALAIS DE LA MUTUALITE Rue St-Victor (5^e)

La crise du régime bureaucratique e

Ce n'est pas en vain que la radio de Moscou chante les louanges du pacte franco-soviétique, à en juger par le peu de place consacré par la presse française, d'un bout à l'autre de l'éventail politique, au procès et à l'exécution de Bérià et de ses co-accusés. « L'Humanité » reproduit les communiqués russes officiels, en leur donnant le moins de place possible ; « L'Observateur » n'a rien à observer. En attendant la crise qui travaille le P.C.F. soit violente et grande la panique devant le programme révolutionnaire pour que des étres relativement sains d'esprit se livrent à de pareilles occupations.

CRISE MENACANTE DE L'AGRICULTURE Le rapport de Malenkov au Soviet Suprême (8 août 1953), puis le rapport de Khrouchtchev au Comité Central (3 septembre) ont mis en lumière la gravité de la crise de l'agriculture soviétique. Le cheptel soviétique ne dépasse pas le niveau de 1916, alors que la population est passée de 140 à 210 ou 220 millions ! La production de légumes, de céréales, de plantes industrielles est gravement insuffisante, encore inférieure à celle de 1940. Et depuis octobre les communiqués alarmants sur l'hiver précoce se multiplient dans « La Pravda ». Il n'est question que du blé, des pommes de terre, etc., enfouis et perdus sous d'épais couches de neige. Il est clair que le Kremlin redoute une crise agricole extrêmement grave pour 1954. Il était temps d'exécuter Bérià, ce saboteur de l'agriculture soviétique — suivant les termes du communiqué officiel.

LA CRISE DU REGIME BUREAUCRATIQUE Ainsi, contrairement aux affirmations des apologistes du régime — les Deutscher, les Pabls, les Martinet — et conformément aux prévisions faites par Trotsky il y a 17 ans, les progrès mêmes de l'économie soviétique, bien loin d'atténuer les contradictions internes de l'économie et de la société soviétique, les aggravent au contraire. L'économie soviétique est une économie planifiée, basée sur la propriété collective des moyens de production, telle que la révolution d'octobre l'a instaurée. Mais les fruits de cette économie profitent d'abord à une minorité privilégiée de dirigeants du parti, de l'Etat, de l'économie, de l'armée, la bureaucratie. Avec les progrès de l'économie, le niveau de vie des masses s'est relevé lentement, les privilèges de la caste dirigeante se sont accrues plus vite. Des objets

de première nécessité manquent encore aux masses des premières places pour la production de poste soviétique s'est accru en nombre et a cobénéficié des privilèges des dirigeants, il exige à conditions de vie, Malenkov multiplie les promesses.

L'IMPASSE DU KREMLIN La dictature du Kremlin repose sur l'équilibre forcé des classes, à l'échelle mondiale comme en ce qui concerne la politique russe est la « encore le « statu quo ». Ce « statu quo », Stalin Yalta et à Potsdam avec les représentants de eux le monde en zones d'influence, s'alliant à eux. Mais le « statu quo » ne tarda pas à être remis en question. La révolution yougoslave de Yalta, la révolution chinoise vint les bouleviers poussés par les contradictions internes de l'économie la voie de la préparation à la guerre, exigeant (l'abandon de l'Europe orientale par exemple) e promit avec le Kremlin. En URSS même, le conflit s'allège entre le prolétariat socialiste et les forces hostiles à la planification — forces qui ter talisme — se font jour, avant tout dans l'agriculture et kholkoses pauvres, tendance des paysans parcelles privées avant le travail sur les terres et à freiner la production et les paysans pauvres, à freiner la production si les prix sont estimés ti. Ce conflit se reflète au sein même de la bu l'appareil du Guépéco ; et du parti, liés au statu quo et de l'armée qui expriment la pression des t

COURS BERIA ET COURS MALENKOV Au XIX^e congrès du P.C.U.S. Staline s'efforça e reaucratie un nouvel équilibre faisant une large p l'entreprit, comme en 1936-38, de voler les conf sang. Il fit alliance avec la caste militaire, prépar



de tous les pays

La nouvelle offensive de Mac-Carthy

NEW-YORK, le 24 déc. 1953. FIN de comprendre l'évolution politique aux Etats-Unis, il faut analyser, entre autres, l'évolution du Mac-Carthyisme...

une impossibilité ; les bases en sont jetées.

Les industriels et les hommes d'affaires qui prirent directement le pouvoir (sous le général Eisenhower) après le régime des officiers, pro-passe, ont débrouillé pas trop bien...

Le nouveau fascisme plus dangereux peut-être que celui de 1939, ne sera pas mis en échec par le gouvernement...

Jusqu'à récemment, Joseph McCarthy se limitait à des méthodes restant dans le cadre de la démocratie bourgeoise et de sa position de Sénateur démocrate et contre les prétendus communistes...

A nos lecteurs

Nos lecteurs qui ont pu apprécier les articles de notre ancien correspondant particulier aux Etats-Unis, Charles Hanley, retrouveront avec intérêt cette rubrique assurée à présent par le camarade Ralph Carlton.

houver l'utilisait contre les Démocrates ; c'était une espèce de balai utile au Parti Républicain, du moins dans une certaine mesure.

Depuis le mois de décembre 1953, depuis l'appel de McCarthy s'opposant à la politique étrangère de Dulles, réclamaient une pression plus forte sur les alliés européens des U.S.A. et incitant ses sympathisants à monter la Maison Blanche de lettres et de télégrammes de protestation...

Ce qui est arrivé, c'est que McCarthy a trouvé des amis qui l'appuyèrent financièrement... Les Staliniens français, qui se conduisent magnifiquement pendant la grève, lèvent le drapeau de la révolution et appellent à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan...

Les Staliniens français, qui se conduisent magnifiquement pendant la grève, lèvent le drapeau de la révolution et appellent à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan...

Ralph CARLTON.

Un article des trotskistes cinghalais

(Suite de la première page.) En France, écrit Somanasajst, celle-ci coïncidait avec le soulèvement de masse à Ceylan et a permis une comparaison significative entre la direction stalinienne du mouvement français et la direction trotskiste, c'est-à-dire révolutionnaire, de la lutte des masses cinghalaises.

LES CRIMES STALINIENS Les staliniens français, qui étouffent vigoureusement tout signe d'initiative révolutionnaire de la part des travailleurs et de la base du P. C. Alors que tout le régime était paralyse par l'ampleur de la grève, alors que la question du pouvoir était posée par la puissance et la volonté du prolétariat, les Staliniens s'abstinrent délibérément de mettre en avant aucun mot d'ordre politique. Et lorsque les trotskistes français, qui se conduisent magnifiquement pendant la grève, lèvent le drapeau de la révolution et appellent à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, ils furent violemment attaqués par les staliniens. Il était facile, dirent-ils, de poser la question du pouvoir ; le mouvement n'était pas

Les masses boliviennes se dressent contre la réaction imperialiste soutenue par les bandes fascistes

La fille du roi de l'étain bolivien, Isabelle Patino, épousera-t-elle le jeune homme qui l'a élevée — et qui se trouve être, comme par hasard, fils d'un magnat de l'hôtellerie anglaise ? Tel est le problème qui passionne, ces derniers jours, la grande presse. L'histoire pose pourtant un problème non moins actuel, mais plus important : le roi de l'étain bolivien conservera-t-il son trône — ou bien les ouvriers et les paysans boliviens expropriés définitivement leurs exploiters ?

L'étain et les autres richesses minières de la Bolivie étaient entre les mains de trusts américains, le gouvernement dut à leur service. Le 9 avril 1952, un puissant soulèvement populaire chassa le gouvernement aux ordres des impérialistes et porta au pouvoir le Mouvement National Révolutionnaire (MNR), organisation petite-bourgeoise appuyant le mouvement ouvrier sur la centrale ouvrière bolivienne. Ce gouvernement du MNR, dirigé par Paz Estenssoro, a nationalisé les mines d'étain mais négocie avec les anciens propriétaires pour les Indemnités. Etés devant le problème fondamental de la révolution bolivienne : le problème d'une réforme agraire radicale qui donne la terre aux paysans misérables qui constituent la grande majorité de la population bolivienne, et sont exploités sans limite par les grands propriétaires terriens, le gouvernement du MNR s'est montré totalement incapable de le résoudre ; car, s'il s'appuie à gauche sur le COB, il s'appuie à droite sur les grands propriétaires, et s'efforce d'écraser dans le sang les paysans qui s'emparent des terres.

Les bandes fascistes ont fait une série de tentatives de coups d'Etat, et le gouvernement, qui ne leur résistait que faiblement, a été chaque fois sauvé par l'action résolue des ouvriers et des paysans. La dernière tentative eut lieu le 9 novembre dernier. Bien que le gouvernement se soit vanté par la suite d'avoir été informé à l'avance du complot, les fascistes s'emparèrent du pouvoir dans plusieurs régions, avec la complicité de

la police et des autorités, notamment dans la province de Cochabamba, où il se saisit de la personne du ministre Luchini, comme par hasard du MNR et secrétaire exécutif de la COB, qui s'y trouvait en voyage. Une fois encore, le gouvernement fut pourtant sauvé par la réaction violente des ouvriers et des paysans. Mais il n'est absolument incapable d'accomplir les tâches de la révolution bolivienne ; et, particulièrement depuis le voyage en Amérique Latine de Milton Eisenhower, le frère du président des USA, le gouvernement Estenssoro multiplie les concessions à l'impérialisme yankee. C'est ainsi que « Lucha Obrera », organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR) révèle dans son numéro du 20 décembre dernier que le gouvernement négocie la cession aux Etats-Unis de bases militaires, et l'expulsion des réfugiés politiques réfugiés dans les territoires voisins de la frontière brésilienne. Une mission de spécialistes US s'est rendue récemment en Bolivie pour accélérer ces négociations.

Chaque nouvelle concession faite aux impérialistes de Washington, s'accompagne naturellement, de la part du MNR, d'une nouvelle tentative de répression dirigée contre les travailleurs, et particulièrement contre l'avant-garde révolutionnaire incarnée par le POR (trotskistes). Le gouvernement, par la menace, s'efforce notamment d'obtenir qu'aucune imprimerie de La Paz n'accepte d'édition « Lucha Obrera », dont certains numéros ont dû paraître clandestinement, ce qui ne les a pas empêchés de connaître une large diffusion. En même temps la droite du MNR essaie par des manipulations bureaucratiques, d'éliminer la gauche du Mouvement de tout poste dirigeant, en organisant des élections sur une liste préfabriquée par la direction trotskiste ; tente, également, de scissionner le mouvement syndical, là où, comme chez les employés de banque, la confiance des travailleurs a placé à leur tête des militants révolutionnaires. Une telle politique gouvernementale encourage les bandes fascistes au service des grands propriétaires. C'est ainsi que dans la province de Cochabamba, deux dirigeants de la paysannerie révolutionnaire, Alberto Herbas et Manuel Cruz Valjejo, furent récemment assassinés par des groupes mercenaires agissant sous la protection des autorités ; ce dernier au moment même où il prononçait un discours devant une assemblée paysanne. Mais les paysans s'emparèrent des assassins et les frères Zegarra, et en firent justice.

Les ouvriers et les paysans boliviens font ainsi rapidement l'expérience de la faillite de la direction petite-bourgeoise du MNR, et de la justice des revendications du POR, qui appelle à la constitution de milices ouvrières et paysannes, et d'un gouvernement ouvrier et paysan, pour mener la révolution à la victoire.

Vers une nouvelle Sainte-Alliance ?

(Suite de la première page) fiat anglais qui menace de grèves gigantesques pousse le survivant de Yalta à chercher rapidement des succès en politique étrangère. Il s'efforcera donc qu'à Berlin, un véritable compromis qui permettrait à l'Angleterre de souffler, donnerait un nouveau regain à son crédit politique et lui donnerait des succès à court terme face à la montée ouvrière.

Ce ne sont pas des raisons moins impérieuses qui déterminent la déclin de la politique de la gauche britannique qui secoue la société soviétique et qui a miné les bases mêmes du pouvoir bureaucratique. Il faut donc attendre avec intérêt ce que cherchent les compromis. De quel prix est-il prêt à payer ? Nous verrons cela à Berlin.

La conférence de Berlin est donc bien un point de rencontre des crises parallèles de la société capitaliste et du bonapartisme bureaucratique russe. C'est dans la conscience de ce premier fait qu'une politique révolutionnaire peut prendre son point de départ.

QUE VONT-ILS FAIRE A BERLIN ? On ne peut attribuer au hasard la coïncidence de l'offensive de paix russe et du procès Béria. Le choix de la date du procès des grèves qui aura lieu au cours d'une politique extérieure orientée vers un compromis, mais sur une base de politique intérieure opposée et avec un soutien programmatiquement la rupture entre les deux politiques. (Il faut noter également que Béria a été accusé au procès d'avoir été un agent anglais depuis l'entente, c'est qu'il avait probablement entamé des négociations avec Churchill, dont il est le fils.) L'indulgence des impérialistes à l'égard de la liquidation de Béria — le silence de la presse est lui, un véritable complot — montre qu'ils comprennent parfaitement ce langage. Ils comprennent encore mieux la politique du MNR, dont il est le fils.)

Quelque M. Dulles dans les Tranches-montées, il ne peut pas ne pas voir qu'il a beaucoup à gagner d'une négociation poussée avec un adversaire que la nécessité pousse à conclure. Les interlocuteurs de Berlin s'entendent donc fort bien entendue et par-

venir à un accord large si ce n'est cette fois-ci, la prochaine, à la faveur par exemple d'une rencontre des Grands, comme ils se font appeler.

LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE OBSTACLE SUR LE CHEMIN DE LA GUERRE

L'oubli du passé entre l'assassin des Rosenberg, le massacreur des Mau-Mau, nos « conquérants » d'Indochine, et le « pacifisateur » de Berlin, peut être considéré comme le premier pas de la nouvelle ère de la guerre ? Des journalistes pleins de la nostalgie du Front Populaire, et qui voulaient avoir de bonnes intentions, n'hésitent pas à faire appel à ce miracle, leur recours à la sagesse, quitte à le mettre au compte de la « pression des masses ».

Les commissions annoncent la récolte. Des Yalta-Potsdam (d'où devait déjà naître une nouvelle ère de bonheur) ne peuvent sortir que des accords d'union sacrée avec leur accompagnement de « produire d'abord... » de canonnade d'Haiphong, de massacre de Setif et Guelma, de Corée divisée en deux et ce qui s'en suit, de prolétariat créé livré aux fusils anglais, nous en passons, et des meilleurs.

Les RPF — Stili et Courtaud nous l'assurent de la fidélité de leurs patriotes. La grève, qui déjà ne doit en aucun cas être générale, est sur le chemin de redevenir « l'arme des tracts ».

Où, mais ! Quelque chose a changé depuis 1945. Quelque chose qui, nous venons de le voir, oblige nos « grands » à mettre un terme à leurs différends et à se tourner vers la pression pacifique des masses, imposant aux Quatre remords et pénitences, mais la montée révolutionnaire mondiale qui ramène les masses à l'étude de leur commune auto-défense.

1945 n'est pas plus renouvelable que 1938. Ceux qui ont vu la classe ouvrière ont tort de la croire si facile à tuer. Comme nous le répétons inlassablement contre ceux qui désespèrent du prolétariat et qui attendent la paix, la montée révolutionnaire dérive toujours plus haut et plus loin sa digue devant le bellicisme et la guerre elle-même. Les désespérés sont hors de saison. Il faut être vigilant à l'égard des complots de Berlin et d'ailleurs, mais au-delà, garder le nombre de pays où s'approche l'heure de leur saisir le pouvoir. Le nôtre est de ceux-là.

La politique et le procès Béria

par G. BLOCH

ent encore aux masses — mais l'URSS occupe l'une production de postes de télévision ! Le prolétariat libre et en cohésion, il tolère de plus en plus différenciants, il exige une amélioration rapide de ses multiples les promesses qu'il ne peut pas tenir.

reposit sur l'équilibre des forces capitalistes et des mondiale comme en URSS. Ce n'est pas par hasard que russe est la « coexistence pacifique » ou mieux « statu quo », Staline s'étant efforcé de le définir à « représenter des impérialismes, partageant avec l'ence, s'alliant à eux contre la révolution européenne. Cela pas à être remis en question par l'irruption de la révolution yougoslave vint troubler le « statu quo » ise vint le bouleverser. De son côté, l'impérialisme, internes de l'économie capitaliste, s'engageait dans la guerre, exigeant des concessions fondamentales (telle par exemple) comme prix d'un nouveau com-

et le « complot des médecins », la liquidation de Béria et l'épuration du Guépéou et du Parti. Mais Béria fut momentanément le plus fort, liquida Staline et entreprit la réalisation d'une politique différente, cherchant, au prix de concessions limitées, un appui dans les masses contre les forces droitières. Il réhabilita les médecins, entreprit une campagne contre les excès du régime policier, promit une réforme du code civil et une amélioration du niveau de vie des travailleurs ; enfin il entreprit de relâcher l'oppression dont les nationalités opprimées de l'URSS (Ukraine, Géorgie, etc.) sont l'objet, et commença une campagne pour la concentration des kholkozes, s'attaquant ainsi aux paysans privilégiés. Survinrent les grèves des métallurgistes tchèques, puis le soulèvement des travailleurs d'Allemagne orientale. Terrorisée par la crainte d'un soulèvement général du prolétariat d'Europe Orientale et d'URSS, le Kremlin renversa brutalement sa politique. Le 17 juin, les travailleurs de Berlin-Est s'insurgèrent contre le régime stalinien, et cherchaient à inaugurer la démocratie socialiste ; déjà le 25 juin (bien que la nouvelle n'en fut émise connue que 15 jours plus tard), Manekov s'appuyant sur l'armée, faisait voter l'arrestation de Béria par le présidium du soviet suprême. Puis il entreprenait une politique d'appui sur les forces droitières contre les masses, une politique de renforcement de l'oppression nationale, une politique de concessions aux paysans riches et d'affaiblissement des forces du prolétariat industriel par l'organisation d'une sorte de retour à la terre. L'opposition entre les deux lignes se retrouve dans les « accusations » portées contre Béria.

Ainsi quand Béria est accusé de « saper le régime des kholkozes » et rendu responsable des difficultés de ravitaillement, il est clair que c'est sa politique agraire, hostile aussi aux intérêts de kholkozes, qui est visée. Et quand il est accusé d'avoir tenté la main entre les peuples de l'Union Soviétique, c'est en premier lieu l'amitié des peuples de l'Union Soviétique avec les peuples russes — cette formule typique du chauvinisme russe vise clairement la politique d'apaisement préconisée par Béria dans la question nationale.

Le rôle de l'armée dans la liquidation de Béria a été symbolisé par la désignation du Maréchal Koniev comme président du tribunal, auquel participait également le général Komandlo.

MALENKOV Mais le corps Malenkov a des limites aussi étroites que le cours Béria. Déjà Malenkov s'efforce de calmer le mécontentement des masses en promettant l'amélioration rapide de leurs conditions de existence. Toute concession fondamentale aux tendances restauracionnistes se heurterait à une résistance acharnée du prolétariat.

SUR LE FRONT OUVRIER

Un besoin qui se confirme : DES ASSISES NATIONALES POUR L'UNITE SYNDICALE

Le 13 décembre 53 s'est tenue à Paris une journée d'étude réunissant des militants de la région parisienne appartenant à diverses organisations syndicales, dans le but d'étudier en commun la nécessité d'Assises Nationales pour l'Unité, organisées en commun par toutes les centrales et les fédérations de leur réalisation.

Cette journée d'études fut un succès. Elle réunit des militants de la C.G.T., de F.O., de la C.F.T.C., de la C.N.T., de la F.E.N., de la Fédération Autonome des P.T.T., de divers syndicats autonomes, des inorganisés. La discussion fut très large. Chacun des participants, tout en ne cachant pas les raisons qui le déterminent à appartenir à telle ou telle organisation, souligna l'importance de la tenue d'Assises Nationales pour l'Unité, organisées en commun par toutes les centrales. On peut dire que les militants syndicaux qui étaient là, ont, quelle que soit leur appartenance, tiré au moins une conclusion des grèves d'août : une nouvelle bataille aussi ample que celle d'août est inévitable et nous devons la préparer en créant les conditions qui permettront d'engager la lutte non plus en ordre dispersé mais en faisant agir la classe ouvrière une comme un bloc. C'est pourquoi la tenue d'Assises Nationales pour l'Unité revêt une si grande importance.

Le Comité provisoire qui avait pris l'initiative de cette journée d'étude a été élargi et transformé en Comité permanent. Il fut chargé de rédiger une adresse aux organisations syndicales leur demandant d'organiser en commun des Assises Nationales. Il devra impulser dans chaque corporation les initiatives ayant pour objet la tenue des Assises. Enfin, il a été décidé qu'une nouvelle journée d'étude serait organisée au début de mars, mais cette fois sur le plan national.

Avant même que ne se tiennent cette journée d'étude du 13 décembre, la proposition de la tenue d'Assises Nationales pour l'Unité avait déjà eu un grand écho. Les résolutions votées par les différentes tendances de la Fédération de l'Éducation Nationale Autonome à son congrès, et qui toutes proposent la tenue d'une Conférence des travailleurs de la Fonction Publique « pour harmoniser les revendications et l'action à entreprendre » expriment le besoin ressenti par les travailleurs de la Fonction Publique d'engager une action unifiée. La tenue d'une semblable Conférence serait une étape dans la voie de la tenue d'Assises Nationales.

Mais depuis le 13 décembre la justesse d'un mot d'ordre d'Assises Nationales pour l'Unité a de nouveau été confirmée.

La grève des bureaux-gares des P.T.T. souligne particulièrement son importance. Si une Conférence organisée en commun par toutes les organisations syndicales des P.T.T. avait eu lieu avant la grève les bureaux-gares n'auraient pas été isolés, toute la corporation postale se serait engagée dans l'action. Et si des Assises Nationales pour l'Unité s'étaient tenues, ce ne serait pas, certainement, la seule corporation postale qui se serait engagée dans l'action, mais l'ensemble de la classe ouvrière dans des conditions bien meilleures qu'en août.

Ainsi les luttes ouvrières de ces dernières semaines ne peuvent que renforcer les militants qui ont participé à la journée d'étude du 13 dans leur détermination de tout mettre en œuvre pour que se tiennent des Assises Nationales pour l'Unité.

Que de simples militants syndicaux par-dessus les barrières syndicales aient pu se réunir, discuter en commun des besoins du mouvement syndical, et surtout parvenir à dégager une solution, est un fait d'importance majeure. Il démontre que les « grands dirigeants » ne peuvent plus imposer au mouvement syndical leurs propres positions, mais que les militants commencent à parler, à se faire les interprètes des besoins de la classe ouvrière dans son ensemble, et à agir en conséquence. Les directions syndicales ne pourront plus assumer longtemps la revendication qui s'élève des militants ouvriers. Les plus divers se réuniront l'Unité à tous les échelons pour uniformiser les revendications et l'action de tous les travailleurs, et qu'exprime le mot d'ordre d'Assises Nationales pour l'Unité. Il faudra qu'ils répondent, et qu'ils répondent : oui, sous peine de se discréditer. Ainsi se dégagent dans toutes les centrales des militants qui se font les interprètes des besoins de l'ensemble des travailleurs, qui montrent la route à suivre pour organiser le front uni de toute la classe ouvrière, sur le plan syndical, qui est le leur.

STEPHANE JUST.

POUR UNE VICTOIRE PROCHAINE

(Suite de la première page.)

La grève est-elle possible ? A quel service peut-elle s'étendre ? Comment la coordonner ? Faut-il la grève générale des P.T.T. ? Qui la déclanchera ? Quand la fera-t-on ? Avant Noël, pendant la période des paquets ; ou juste avant le Premier de l'AN, pendant la période des « migonnettes » ?

Aucune fédération ne répond à ces questions, aucune ne prend ses responsabilités. Elles laissent les postiers des bureaux-gares à leur seule initiative.

GREVE SOUDAINE GREVE DE MASSE

Mi-décembre, la température monte.

Ceux du « Nord » sont prêts à débrayer à partir du 7 décembre. Mais le PLM estime que la situation n'est pas mûre dans les autres bureaux-gares. Prises de contact et attente. Pendant ce temps Marseille-gare et Nice-gare débrayent le 18.

Le 21, en une demi-journée, les bureaux Nord, Est, PLM et Australité s'arrêtent. Le lendemain St-Lazare et Montparnasse suivent, mais partiellement. Tout fait postal entre Paris et la province est stoppé.

La grève s'étend à de nombreux bureaux-gares de province. Elle brise tous les espoirs des dirigeants syndicaux anti-grève ou partisans des actions partielles et tournantes.

AUX FEDERATIONS :

« LANCEZ L'ORDRE DE GREVE ! »

Le comité inter-gares organise un meeting mardi 22. Des fédérations qui y sont invitées seules participent la FP-CGT et la ENSA. Les dirigeants FO et CFCT méprisent un tel mouvement « irresponsable ».

Jusqu'à présent, et comme en tout, les masses se contentent à un étage, les directions fédérales sont à un autre. La rencontre vue-telle se faire cette fois ? Oui, car les postiers des bureaux-gares exigent qu'à ce meeting la CGT et la ENSA prennent la responsabilité de se placer à la tête du mouvement. Faisant irruption dans la salle des résolutions, ils contraignent Frischmann à signer l'ordre de grève que lui présente Portes. Dès lors, FO se trouve dans l'obligation

d'appuyer le mouvement et d'engager ses adhérents dans une grève de solidarité jusqu'à vendredi soir.

LA GREVE GENERALE DES P.T.T. ETAIT NECESSAIRE ET POSSIBLE

Le petit Noël du ministre Ferri est trébuché. Pas de repos après les treize jours de Versailles. Les sacs s'empilent dans les gares, et pourrissent. L'Administration tourne à plein rendement. Elle emploie des gens qui évacuent les valeurs déclarées. Elle évacue les jeunes grévistes de « ses » dortoirs pour y mettre de la main-d'œuvre venue en toute hâte de province. Elle monte les deux centres de tri auxiliaires du Landy et de la Porte de Versailles. Elle réquisitionne le troupeau.

Le gouvernement ne veut pas discuter ; la grève se durcit.

L'agitation gagne rapidement les bureaux mixtes et pour ceux-là, la période des lettres s'approche. L'opinion publique s'interroge : est-ce bientôt la généralisation du conflit ?

La direction CFCT reste hostile à la grève et se contente d'avoir quelques entretiens avec des personnalités gouvernementales. Les dirigeants FO ne veulent pas de la grève, mais ils sont officiellement responsables de la grève et déclarent justifiées les revendications.

Aux meetings qui suivent de nombreux militants Autonomes et CGT insistent sur la nécessité de préparer les conditions d'un mouvement généralisé pour faire plier le ministre, et de donner l'ordre de grève générale.

Pendant une semaine la direction de la FP-CGT s'efforcera d'expliquer que la situation n'est pas mûre dans les bureaux mixtes ; qu'elle ne peut lancer un ordre de grève générale que si ces bureaux passent préalablement à l'action ; qu'agir autrement c'est l'échec. En fait la plupart des gros centres parisiens, s'épandant aux bureaux mixtes communs CGT-ENSA, manifestent leur volonté générale de lutte : 3 jours de grève à Paris 19, quatre à Paris 10, plusieurs rue du Louvre, 24 heures à Paris 15, 5, 17, 18, 96, 103, au Central Télégraphique.

L'ensemble des postiers des bureaux mixtes ne veulent pas se lancer dans la bataille sans coordination. Ils attendent un ordre de grève générale des P.T.T. qui ne viendra jamais.

DOUCHE FROIDE SUR LES BUREAUX-GARES

Une grève avancée ou reculée. A partir du moment où le passage à l'action des bureaux mixtes est freiné les postiers des gares ne peuvent pas s'installer victorieusement dans une grève sans issue apparente. La « situation stationnaire » qu'annoncent les journaux ne trompe personne. Sauf Devaux, dirigeant de la FP-CGT quand il pense que les bureaux mixtes n'ont pas « voulu » se joindre au mouvement et que les bureaux-gares peuvent bien continuer seuls... pour arracher les revendications spécifiques aux gares, y compris les 20.000 fr. qu'on pourrait alors appeler « prime de pénalité ». Une telle position de retrait, alors que la grève générale est encore possible (elle le sera jusqu'au dernier jour !) appelle d'autres positions de retrait.

Recue par Bougenot, la ENSA n'obtient rien, sinon l'engagement de la levée des sanctions (Forces et de ce land ne peuvent s'en cacher). Ferri refuse la proposition de la Commission des Finances d'accord avec la prime de 20.000 fr. Le budget des P.T.T. est voté le 2 janvier par le Parlement malgré l'opposition des socialistes et des communistes. Malgré aussi une pluie de délégations de postiers aux parlementaires.

Que faire ? Durcir la grève des gares, lancer l'ordre pour les bureaux mixtes ? Non, reprendre le travail ! disent Devaux et Frischmann, dirigeants de la FP-CGT au meeting du 2 janvier, car « la grève s'effiloche ». Sifflets. Steupre.

Portes ne se prononce pas sur la reprise mais demande aux camarades de sauvegarder leur unité et de décider eux-mêmes.

« DES GRENADES ! »

Les referendums secrets, organisés dans les bureaux-gares le dimanche 3 donnent une très large majorité pour la continuation de la grève. La ENSA puis la FP-CGT en donnent l'ordre.

Mais le mouvement est fissuré. Le gouvernement se raidit et se moque. L'effilochage de la grève commence maintenant réellement. Après le dernier meeting du 4 janvier la reprise est effective.

Les postiers sont rentrés dans leurs services la rage au cœur. 13 jours de grève non payés. De vagues promesses. Aucune revendication satisfait. Et la certitude qu'ils pouvaient gagner.

Depuis décembre 1952, les postiers écrivent leur propre histoire. De la Mutualité à Wagram, de la Fource du Travail à Orange-aux-Belles, les postiers se déplacent par milliers et débrayent en un éclair, imposent l'unité aux directions syndicales, les démasquent.

Où, camarade chargeurs de la gare du Nord : ils étaient prêts, en ce début de l'année 54 à jeter la « grenade » de la grève générale !

Ils sauraient bien demain demander des comptes à leurs dirigeants, et les contraignant à s'unir sur leurs propres mots d'ordre revendicatifs et tactiques, sauront forcer la main à un gouvernement bourgeois, suant la peur et distribuant des sanctions.

G. MOUGARD.

LES "EUROPÉENS" A F.O.

BOThereau et ses amis « européens » du bureau confédéral de Force Ouvrière ont réussi à faire adopter par le dernier Comité National une résolution favorable à l'unification européenne.

L'opération est intervenue après le rejet de la C.E.D. par l'Assemblée Nationale, et tend à donner une caution ouvrière au dispositif d'agression capitaliste par le camouflage « européen » et « démocratique ».

Sur le plan syndical, la politique des dirigeants « européens » de F.O. prolonge celle des dirigeants du Parti Socialiste, qui se sont portés garants des projets européens du gouvernement.

La résolution adoptée est un petit chef-d'œuvre de prudence, d'abus de confiance et de tentative de justification. La justification — qui n'est pas originale d'ailleurs — se trouve dans le désir de « domination mondiale de la politique étrangère soviétique ». On sait que Le Bourge, secrétaire confédéral, européen et démagogue bon teint, voyant, au dernier congrès de F.O., les Cosques à quelques étapes de Paris !

La prudence consiste à affirmer que l'unification européenne ne changera pas la nature de la lutte syndicale, et que la lutte de classes ne perdra pas ses droits pour autant.

Il est certain que les travailleurs continueront à mener leur combat syndical et politique sans avoir besoin des affirmations d'une quelconque résolution, et sans se laisser prendre au piège européen du capitalisme.

Cependant la part la plus large dans cette résolution est réservée à l'abus de confiance et à la spéculation.

Hommage du vice à la vertu, la résolution abuse de la confiance des ouvriers qui ont pleinement conscience de leurs responsabilités historiques et ont vérifié en août leur force irrisolable ; spéculation habile elle utilise le désir d'internationalisme

du prolétariat et la nécessité d'une organisation socialiste de l'économie qui fasse éclater les frontières nationales pour faire passer la pilule de l'Europe ouvrière.

Il est bon de noter que les voix se comptent contre la résolution européenne, et que 11 autres voix ont préféré l'abstention.

C'est dire assez que Bothereau et ses amis n'ont pas encore gagné dans leurs tentatives de sacrifier la frac-

tion de la classe ouvrière qui les suit aux intérêts de l'impérialisme.

Les militants révolutionnaires de la Confédération réformiste ont combattu avec vigueur, au cours de ce Comité National Orientation néfastes, les dirigeants de droite. Ils ont été comme en août, les porte-parole des militants de F.O. qui luttent contre la politique réactionnaire d'une direction bureaucratique.

L. FONTANEL

CORRESPONDANT.

Les Etudiants doivent coordonner leur lutte avec celle des Enseignants

Le 15 décembre, la police chargeait les étudiants parisiens qui manifestaient contre l'insuffisance du budget de l'Éducation Nationale. Plusieurs étudiants étaient blessés, dont le président de l'Union Nationale des Étudiants de France, J.-M. Mousseron.

Depuis des manifestations de protestation ont eu lieu dans de nombreuses villes universitaires, comme Lille et Montpellier.

Ce mécontentement des étudiants montre qu'il n'est plus aucun secteur social qui ne souffre de la faillite de la bourgeoisie française.

C'est ce mécontentement qui oblige la direction de l'UNEF à prendre la direction du mouvement.

La manifestation du 15 décembre se plaça sur le strict plan corporatif, sans aucun lien avec la politique. Pourtant depuis des mois les étudiants de plusieurs grandes écoles et de certaines facultés mènent en commun une lutte contre la politique gouvernementale ; contre la préparation militaire supérieure obligatoire, contre les 2 ans de service que le gouvernement entend imposer à certaines catégories d'étudiants, contre la propagande militariste dans les lycées et écoles, etc. Aucun de ces mots d'ordre n'a été lancé par la direction. Perséverant dans la ligne des anciens dirigeants de l'UNEF, la direction actuelle entend se limiter au syndicalisme étudiant, c'est-à-dire à la seule défense des intérêts matériels des étudiants.

Contre cet esprit réactionnaire des dirigeants de l'UNEF il est nécessaire de lutter.

— en liant les mots d'ordre purement revendicatifs aux mots d'ordre politiques ; — Pas de crédits pour la guerre, des crédits pour l'enseignement ;

— en coordonnant la lutte des étudiants avec celle des travailleurs, et particulièrement des enseignants ; — Grève générale des enseignants et des étudiants pour la satisfaction de leurs revendications ;

CORRESPONDANT.

E. L.

A Montpellier les étudiants manifestent

Le mardi 15 novembre les étudiants parisiens manifestèrent contre l'insuffisance de crédits de l'Éducation Nationale. Ils demandaient des bibliothèques, des bourses, des restaurants universitaires. L'État leur donna des coups de matraques et les flics blessèrent plusieurs manifestants.

Les autres universitaires ont décidé de relayer le gant. Jeudi 17 novembre, à l'appel de l'UNEF toutes les facultés de Montpellier (soit 7.000 étudiants) étaient en grève. Aucun cours n'a eu lieu ce jour-là. À 11 heures, une manifestation est partie pour déposer ses revendications à la préfecture, en même temps que des protestations contre les brutalités policières.

Informés par la presse, d'autres organisations sont représentées à la manifestation où l'on remarque des représentants du Centre National de la Recherche Scientifique, de la Section Départementale du Syndicat National des Instituteurs.

Et c'est un cortège de plus de 4.000 manifestants qui parcourt les allées principales de Montpellier pour se rendre à la Préfecture. Ce n'est pas un monôme,

mais un défilé imposant par son calme et par le parcours de nombreuses personnes apportant leurs sympathies aux manifestants.

Une délégation comprenant le bureau de l'UNEF, les représentants du CNRS, du S.N.I., l'Institut de la Préfecture, tandis que sur la place les étudiants au cri de « au bain Marie » demandent la démission du ministre fossoyeur de l'Éducation Nationale.

Il est regrettable, à notre avis, que le bureau de l'AGE de Montpellier, voulant garder un caractère « étudiant » à la manifestation, n'ait pas fait appel aux organisations d'enseignants et aux organisations ouvrières. Les deux mots d'ordre :

— Augmentation des crédits de l'Éducation Nationale ;

— Présentation contre les violences inadmissibles des flics ;

intéressent en fait toute la classe ouvrière. Et la manifestation déjà assez impressionnante aurait été plus fructueuse si elle avait bénéficié de l'appui ouvrier.

S.P.E.L.

Achetez tous vos livres à notre

SERVICE DE LIBRAIRIE

46, rue l'Arbre-Sec, PARIS 1^{er}

Ouvert tous les jours de 14 à 19 heures.

— Envois en province,

— Fourniture de tout volume dans les 48 heures,

— Catalogue gratuit sur demande.

Le deuxième fascicule de

LA REVOLUTION

PERMANENTE

de

L.-D. TROTSKY

paraîtra à la fin du mois de

novembre. Un troisième fascicule contenant les annexes et les notes est en préparation.

Passez vos commandes.

Le fascicule : 200 frs

Le gérant : Fontanel.

Société Parisienne d'Impression

4, rue Saunier. — PARIS 9^e